

DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

B 131 - LOCAL AGENCE IMMOBILIERE COTE MAISON

VAIRES TORCY GARE

77500 CHELLES

Site	000608A	VAIRES TORCY GARE
Bien	B 131	LOCAL AGENCE IMMOBILIERE COTE MAISON
Coordonnées GPS	X =	Y =



Historique des dates de mise à jour	Version
26/06/2006, 27/07/2016, 28/04/2023	n° 2



Tous les locaux ont été visités

La présente fiche ne garantit pas l'exhaustivité de l'identification des matériaux contenant de l'amiante dans les locaux et ne dispense en aucun cas de réaliser un repérage amiante avant travaux. Elle synthétise les informations versées au Dossier Technique Amiante. Tout document susceptible de compléter ces informations doit être communiqué au dépositaire du DTA pour sa tenue à jour (repérage avant travaux, traçabilité travaux...)

Liste A			Liste B			Liste C			
	N3	N2	N1		AC1	AC2	EP	NSP	
Nombre de matériaux	0	0	0	Nombre de matériaux	0	0	1	Nombre de matériaux	0
	Non évalué		0		Non évalué		0		

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES

VERSION DU DTA

FICHE RECAPITULATIVE

- 1- IDENTIFICATION DE L'IMMEUBLE, DU DETENTEUR ET DES MODALITES DE CONSULTATION DU DTA
- 2- HISTORIQUES DES RAPPORTS DE REPERAGE AMIANTE ET LISTE DES PARTIES DE L'IMMEUBLE BATI AYANT
DONNE LIEU AU REPERAGE
- 3- IDENTIFICATION DE MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE ET LEUR EVALUATION PERIODIQUE
- 4- TRAVAUX DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT – MESURES CONSERVATOIRES
- 5- RECOMMANDATIONS GENERALES DE SECURITE
- 6- PLANS ET/OU CROQUIS

RAPPEL REGLEMENTAIRE

ENREGISTREMENTS DES COMMUNICATIONS DU DTA ET DE LA FR

LISTING DES ANNEXES

- 1- RAPPORTS DE MISSION DE REPERAGE
- 2- MESURES D'EMPOUSSIEREMENT
- 3- GRILLE D'EVALUATION LISTE B
- 4- DOCUMENTS JUSTIFICATIFS DES TRAVAUX

VERSION DU DTA

Date	Motif	Version
15/06/2023	Prise en compte d'une évaluation périodique	2
01/08/2016	Reprise de gestion	1

FICHE RECAPITULATIVE**1- Identification de l'Immeuble, du détenteur et des modalités de consultation du DTA**

Propriétaire juridique	
Nom	SNCF Réseau
Adresse	15 rue Jean-Philippe Rameau 93200 Saint Denis
Mandataire	
Nom	SNCF
Adresse	2 places aux Etoiles - 93200 Saint Denis
Donneur d'ordre	
Nom	Nexity Property Management
Adresse	2 rue Olympe de Gouges - 92665 ASNIERES CEDEX
Etablissement(s) occupant(s)	
Désignation	
Adresse	
Description de l'immeuble bâti	
Nature du bâtiment	BAT DE SERVICE
Surface	50
Adresse	VAIRES TORCY GARE, LOCAL AGENCE IMMOBILIERE COTE MAISON 77500 CHELLES
Date du permis de construire ou année de construction	01/01/1960
Détenteur et dépositaire du DTA	
Etablissement SNCF	Direction Immobilière Ile de France
Fonction	Chargé risques environnementaux
Adresse	10 rue Camille Moke - 93200 Saint Denis
Modalités de consultation de ce DTA	
Site intranet	Application PAM
Contact	maitriserisqueamiante.diidf@sncf.fr

2- Historique des rapports de repérage amiante et liste des parties de l'immeuble bâti ayant donné lieu au repérage

Référence du rapport de repérage	Société de repérage	Objectif du repérage	Zone concernée
Date du rapport			
Urban Diagnostic Immobilier - 28/04/2023	Urban Diagnostic Immobilier	Évaluation périodique	Divers locaux
28/04/2023	Nom de l'opérateur : Ahmed Boudjema Locaux non visités : néant Locaux inaccessibles : néant		
G1-008545	Constatimmo	Repérage en vue de constitution / Mise à jour du DTA	Ensemble des locaux
27/07/2016	Nom de l'opérateur : Ahmed Boudjema Locaux non visités : néant Locaux inaccessibles : néant		
10 000608 A 131	BRED EXPERTISE	Autre	Ensemble des locaux
26/06/2006	Nom de l'opérateur : Non déterminé Locaux non visités : non déterminé Locaux inaccessibles : non déterminé		

Récapitulatif des locaux non visités

Code LNV	Etage	Locaux non visités	Motif de la non visite
Vide			

3- Identification de matériaux et produits contenant de l'amiante et leur évaluation périodique

Réf. MPCA	Liste	Catégorie	Type de MCA	Description	Localisation	Repère plan	Dimension	Dernier état de conservation
1	B	Éléments extérieurs	Plaques	Plaques ondulées	EXT / Toiture	MPCA001	71 m²	EP
	Date - Type de repérage - Etat du matériau : - 27/07/2016 : non déterminé - EP - 28/04/2023 : Évaluation périodique - EP Mesures associées : néant							

4- Travaux de retrait ou de confinement – Mesures conservatoires

Réf. MPCA	Liste	Localisation	Nature des travaux ou des mesures conservatoires	Date des travaux ou mesures conservatoires	
				Début	Fin
Vide					

5- Recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique. La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées. Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a. Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrément important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

b. Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997. En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises. Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés. De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations. Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flochage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante. L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente. Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation. Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr. De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination. Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement. Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses. Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie. A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.slnoe.org

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification). Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets. Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

6- Plans et/ou croquis

Etage	Désignation des plans ou schémas	Date de mise à jour
Extérieur / R+1	Schéma de repérage amiante	28/04/2023

7) PLANS OU CROQUIS DE REPERAGES

Réf. localisation	R+1	TOITURE
Composant du bâtiment	ELEMENTS EXTERIEURS	
MPCA001	PLAQUES ONDULEES	
Surface ou linéaire	71 M²	
Prélèvement / Réf.	-	
Présence d'amiante	OUI	
Etat de conservation	non dégradé	

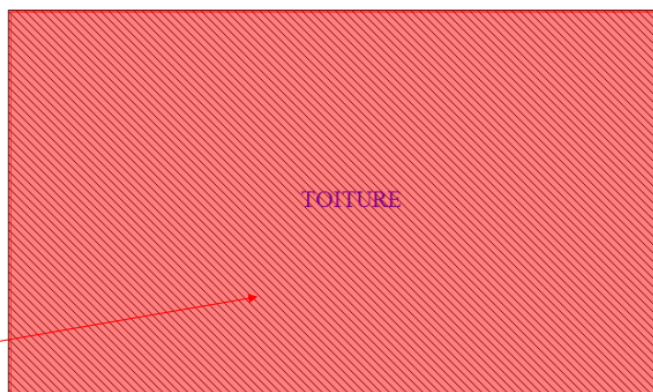


Schéma de repérage amiante					
Annexe au rapport / dossier référencé		8511	Date	28/04/2023	Page 1. / 1
Site	VAIRES TORCY GARE		Désignation bât.	LOCAL AGENCE IMMOBILIERE COTE MAISON	
N°RFF	1285	N°UT SNCF	000608A	N°Bât. N	131
Partie repérée	BATIMENT		Niveau	EXTÉRIEUR	
Etabli par (Sté)	URBAN DIAGNOSTIC IMMOBILIER		Opérateur	BOUDJEMA AHMED	

RAPPEL REGLEMENTAIRE

Le Dossier Technique Amiante (DTA) est issu de la mise en œuvre des obligations édictées par les articles R1334-14 à R1334-29-9 du code de la santé publique. Il est établi conformément aux dispositions réglementaires du décret 2011-629 du 03 juin 2011. Il fournit l'essentiel des informations amiante disponibles suivant le périmètre du dossier.

Le DTA comprend les informations et documents suivants :

- Les rapports de repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante.
- Le cas échéant, la date, la nature, la localisation et les résultats des évaluations périodiques de l'état de conservation, des mesures d'empoussièrement, des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante et des mesures conservatoires mises en œuvre.
- Les recommandations générales de sécurité à l'égard de ces matériaux et produits, notamment procédures d'intervention, y compris les procédures de gestion et d'élimination des déchets.
- Une fiche récapitulative.

Il est tenu à jour et intègre les éléments relatifs aux matériaux et produits contenant de l'amiante découverts à l'occasion de travaux ou d'opérations d'entretien. Ce dossier technique amiante est à disposition notamment des occupants, salariés, entreprises ou toute autre personne susceptible d'intervenir sur ou à proximité des matériaux contenant de l'amiante. Les documents listés (rapports de repérage, plans, recommandations générales de sécurité, fiche récapitulative amiante...) font partie intégrante du dossier technique amiante et doivent être joints en annexe.

Conformément l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, les missions de repérage et les l'évaluation des états de conservation porte sur les composants du bâtiment suivant :

Liste A	Flocages, calorifugeages et faux plafonds		
	Evaluation de l'état de conservation	N1 = satisfaisant	Contrôle de l'état de conservation dans un délai de 3 ans
		N2 = état intermédiaire	Vérification du niveau d'empoussièrement dans l'air (NF X 43-050)
		N3 = dégradé	Travaux de retrait ou de confinement dans les 36 mois et mesures conservatoires sans délai pour assurer d'un niveau d'empoussièrement inférieur à 5 fibres/L dans l'air.
Liste B	Parois verticales, planchers et plafonds, conduits, canalisations et équipements intérieurs, éléments extérieurs		
	Evaluation de l'état de conservation	EP = évaluation périodique	La nature, l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit. Contrôler périodiquement que l'état de dégradation ne s'aggrave pas.
		AC1 = action corrective de niveau 1	Le repérage conclut à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. - Rechercher les causes de la dégradation. - Mesures correctives adaptées - Contrôler périodiquement que l'état de dégradation ne s'aggrave pas.
		AC2 = action corrective de niveau 2	Dégradation étendue à une zone - Mesures conservatoires appropriés pour limiter le risque de dégradation et de dispersion de fibres amiante - Mesure d'empoussièrement - Analyses complémentaires afin de définir les mesures de retrait prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone. - Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait
Liste C	Le repérage des matériaux de la liste C est réalisé avant d'effectuer des travaux destructifs ou la démolition des bâtiments. Toiture et étanchéité, Façades, Parois verticales intérieures et enduits, Plafond et faux plafonds, Revêtement de sol et de murs, Ascenseurs et monte-charge, Equipements divers, Installations industrielles, Coffrages perdus		

ENREGISTREMENTS DES COMMUNICATIONS DU DTA ET DE LA FR

Date	Destinataire	Motifs de la communication	Expéditeur	DTA	FR
Vide					

LISTING DES ANNEXES**1- Rapports de mission de repérage**

Date	Référence du rapport	Société	Objectif du repérage	Nombre de pages
28/04/2023	Urban Diagnostic Immobilier - 28/04/2023	Urban Diagnostic Immobilier	Évaluation périodique	14
27/07/2016	G1-008545	Constatimmo	Repérage en vue de constitution / Mise à jour du DTA	16
26/06/2006	10 000608 A 131	BRED EXPERTISE	Autre	

2- Mesures d'empoussièrement

Date	Référence du rapport	Société	Zone concernée	Nombre de pages
Vide				

3- Grille d'évaluation de l'état de conservation des PMCA liste B

Rédacteur	Référence	Date de mise à jour	Nombre de pages
Provexi	EEC_n°000608A_B_131_2023_2	15/06/2023	1

4- Documents justificatifs des travaux

Réf. MPCA	Nature des travaux effectués	Date des travaux	Type de document	Référence du document	Nombre de pages
Vide					

EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUIT CONTENANT DE L'AMIANTE LISTE A / LISTE B

Article R1334-14 à R1334-21 et annexe 13-9 du Code de la Santé Publique

Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012

1) RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- **Adresse du site : VAIRES TORCY GARE**
- **Donneur d'ordre : NEXITY**
- **Propriétaire : SNCF RESEAU**
- **Date du repérage : 25/04/2023**
- **Laboratoire ayant effectué les analyses : NEANT**
- **Diagnostiqueur : Ahmed Boudjema**
- **SIREN N° : 792 198 632**
- **Certification : ABCIDIA Certification 21-1533**
- **Assurance : GAN RCP 201.208.260**

Numéro de mission 8511

LOCAL AGENCE IMMOBLIERE COTE MAISON

- **N° RFF du bâtiment : 1285**
- **N° SNCF UT : 000608A**
- **N° bâtiment SNCF : 131**



2) CONCLUSION

Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante selon rapport antérieur.

Fait à PARIS
Le 28 Avril 2023
Par : Ahmed BOUDJEMA

URBAN DIAGNOSTIC IMMOBILIER
36 rue de Picpus 75012 PARIS
Tél : 06 01 33 95 44
SIRET : 792 198 632 00020

NOTA : Le prestataire ne saurait être mis en cause pour faute professionnelle dans le cas où les renseignements qui lui sont nécessaires afin de mener à bien sa mission, dans le cadre imposé par la Loi, ne lui auraient été fournis et communiqués dans leur intégralité. Seuls les matériaux visibles, dans les locaux accessibles, peuvent être repérés et faire l'objet d'un prélèvement pour analyse. (la présence d'éléments d'ouvrage amiantés n'ayant pu être repérés du fait de leur inaccessibilité ou de leur encoffrement n'est pas à exclure).

Ce rapport contient 14 pages et ne peut être reproduit que dans son intégralité.

SOMMAIRE

- 1) **RENSEIGNEMENTS GENERAUX**
- 2) **CONCLUSION**
- 3) **DOCUMENTS ANTERIEURS**
- 4) **LISTE DES PRELEVEMENTS REALISES ET DES RESULTATS D'ANALYSES DU LABORATOIRE**
- 5) **LISTE DES MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE**
- 6) **MESURES D'EMPOUSSIEREMENT**
- 7) **PLANS OU CROQUIS DE REPERAGES**
- 8) **OBJET DE LA MISSION**
- 9) **MODALITES DE REPERAGE**
- 10) **ANNEXES**

ANNEXES

Annexe 1 : GRILLES D'EVALUATION DES MATERIAUX DE LA LISTE A et B

Annexe 2 : PROCES VERBAUX D'ANALYSE

Annexe 3 : ATTESTATIONS

3) DOCUMENTS ANTERIEURS

NUMÉRO DE RÉFÉRENCE	DATE DU RAPPORT	NOM DE LA SOCIÉTÉ et de l'opérateur de repérage	OBJET DU REPÉRAGE	CONCLUSIONS
10 000608 A 131	26/06/2006	BRED EXPERTISE	Repérage étendu antérieur au 20/12/2012	Amiante détectée
G1-008545	27/07/2016	Constatimmo	Listes A et B	Amiante détectée

Important : ces éléments ont été pris en compte et vérifiés sur site afin d'établir la situation amiante actualisée. Les matériaux et produits contenant de l'amiante identifiés dans les précédents repérages et non repris dans ce rapport de mission sont des matériaux et produits éliminés ou confinés

4) LISTE DES PRELEVEMENTS REALISES ET DES RESULTATS D'ANALYSES DU LABORATOIRE

Conformément aux dispositions de l'article R. 1334-24 du code de la santé publique, en cas de doute quant à la présence d'amiante sur un matériau, il a été déterminé les matériaux et produits dont il convient de prélever et d'analyser un ou plusieurs échantillons. Les prélèvements sont effectués sur toute l'épaisseur du matériau et de manière à maintenir la traçabilité des échantillons prélevés.

REFERENCE ECHANTILLON	NATURE DU MATERIAU	DESCRIPTION DU MATERIAU	LOCALISATION DU PRELEVEMENT		RESULTAT D'ANALYSE
			NIVEAU	ZONE DE PRELEVEMENT	
Sans objet					

5) LISTE DES MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE

- Matériaux et produits de la liste A**

CODE MCA	NATURE	DESCRIPTION	ZONE HOMOGENE		PRESENCE D'AMIANTE DETERMINEE PAR	RESULTAT D'EVALUATION ⁽¹⁾
			NIVEAU	LOCAL		
Sans objet						

(*) Cette liste comprend également les matériaux amiantifères ou susceptibles de l'être, autres que ceux des listes A et B qui auraient pu être repérés.

(1) EP : Evaluation Périodique ; AC1 : Action Corrective de premier niveau ; AC2 : Action Corrective de second niveau ;
ME : Mesure d'empoussièrement ; TC : Travaux de retrait ou de confinement.

- Matériaux et produits de la liste B**

CODE MCA	NATURE	DESCRIPTION	ZONE HOMOGENE		PRESENCE D'AMIANTE DETERMINEE PAR	TYPE DE RECOMMANDATION ⁽¹⁾
			NIVEAU	LOCAL		
01	Eléments extérieurs	Plaques ondulées	Extérieur	Toiture	Rapport antérieur	EP

(*) Cette liste comprend également les matériaux amiantifères ou susceptibles de l'être, autres que ceux des listes A et B qui auraient pu être repérés.

(1) EP : Evaluation Périodique ; AC1 : Action Corrective de premier niveau ; AC2 : Action Corrective de second niveau ;
ME : Mesure d'empoussièrement ; TC : Travaux de retrait ou de confinement.

Les travaux touchant les parties cachées du bâtiment (perçement de cloisons, de panneaux d'isolation extérieur, travaux en toiture inaccessible à l'opérateur, changement des joints de dilatation, enlèvement d'habillage de gaine ou de cloisons, percements de porte coupe-feu, produits encoffrés,...) ne pourront faire référence au présent rapport et des investigations complémentaires devront être réalisées.

6) MESURES D'EMPOUSSIEREMENT

CODE MCA	NATURE	DESCRIPTION	ZONE HOMOGENE		MESURE D'EMPOUSSIEREMENT
			NIVEAU	LOCAL	
Sans objet					

- **Liste des locaux visités :**

Code local	Niveau	Zone concernée
LV01	Extérieur	Ensemble des locaux

- **Liste des locaux n'ayant pas fait l'objet de repérage :**

Code local	Niveau	Zone concernée	Motif de la non visite
Sans objet			

7) PLANS OU CROQUIS DE REPERAGES

Réf. localisation	R+1	TOITURE
Composant du bâtiment	ELEMENTS EXTERIEURS	
MPCA001	PLAQUES ONDULEES	
Surface ou linéaire	71 M²	
Prélèvement / Réf.	-	
Présence d'amiante	OUI	
Etat de conservation	non dégradé	

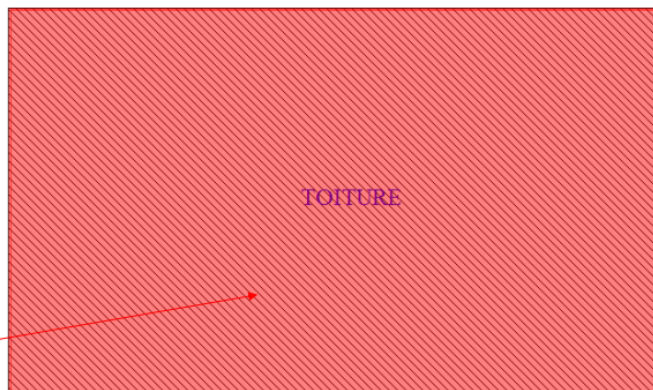


Schéma de repérage amiante					
Annexe au rapport / dossier référencé		8511	Date	28/04/2023	Page 1. / 1
Site	VAIRES TORCY GARE		Désignation bât.	LOCAL AGENCE IMMOBILIERE COTE MAISON	
N°RFF	1285	N°UT SNCF	000608A	N°Bât. N	131
Partie repérée	BATIMENT		Niveau	EXTÉRIEUR	
Etabli par (Sté)	URBAN DIAGNOSTIC IMMOBILIER		Opérateur	BOUDJEMA AHMED	

8) OBJET DE LA MISSION

TABLEAU Reprenant l'Annexe 13.9 : Selon liste A et B du décret 2011-629

PROGRAMMES DE REPÉRAGE DE L'AMIANTE MENTIONNÉS AUX
ARTICLES R. 1334-20, R. 1334-21 ET R. 1334-22

Liste A mentionnée à l'article R. 1334-20

COMPOSANT À SONDER OU À VÉRIFIER
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

•
•

Liste B mentionnée à l'article R. 1334-21

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT À VÉRIFIER OU À SONDER
1. Parois verticales intérieures	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs). Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres.	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu.
	Enduits projetés, panneaux de cloisons.
2. Planchers et plafonds	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres.	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés.
Planchers.	Dalles de sol.
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...).	Conduits, enveloppes de calorifuges.
Clapets/ volets coupe-feu.	Clapets, volets, rebouchage.
Portes coupe-feu.	Joints (tresses, bandes).
Vide-ordures.	Conduits.
4. Éléments extérieurs	
Toitures. Bardages et façades légères. Conduits en toiture et façade.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux. Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment). Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

9) MODALITES DE REPERAGE

- L'opérateur de repérage recherche et constate de visu la présence de matériaux et produits, accessibles sans travaux destructifs, qui correspondent à la liste définie dans la liste A et B de l'annexe 13.9 du code de la santé publique et qui sont susceptibles de contenir de l'amiante. S'il a connaissance d'autres produits ou matériaux réputés contenir de l'amiante, il les repère également.
- Il examine de façon exhaustive tous les locaux qui composent le bâtiment. La définition de zones présentant des similitudes d'ouvrage permet d'optimiser les investigations à conduire en réduisant le nombre de prélèvements qui sont transmis pour analyse.
- Lorsque, dans des cas qui doivent être précisément justifiés, certains locaux ne sont pas accessibles, l'opérateur de repérage émet les réserves correspondantes et préconise les investigations complémentaires qui devront être réalisées.
- Dans un second temps, et pour chacun des ouvrages ou composants repérés, en fonction des informations dont il dispose et de sa connaissance des matériaux et produits utilisés, il atteste, le cas échéant, de la présence d'amiante. En cas de doute, il détermine les prélèvements et analyses de matériaux nécessaires pour conclure. Lorsqu'un produit ou matériau est considéré comme étant « susceptible de contenir de l'amiante », l'opérateur de repérage ne peut conclure à l'absence d'amiante sans avoir recours à une analyse.
- Les prélèvements doivent être effectués sur toute l'épaisseur pour les flocages, calorifugeages et faux plafonds.

Conformément aux prescriptions de l'article R.1334-18 du Code de la Santé Publique (ancien article 5 du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié), et au décret 2011-629, les analyses des échantillons de ces produits et matériaux sont réalisées par un organisme accrédité.

L'opérateur de repérage veille à la traçabilité des échantillons prélevés ; ces échantillons sont repérés de manière à ce que les ouvrages dans lesquels ils ont été prélevés soient précisément identifiés.

Texte informatif sur les dangers de l'amiante et la gestion du risque associé

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes. Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.sinoe.org.

10) ANNEXES

ANNEXE 1

GRILLES D'EVALUATION DES MATERIAUX AMIANTES DE LA LISTE A et B

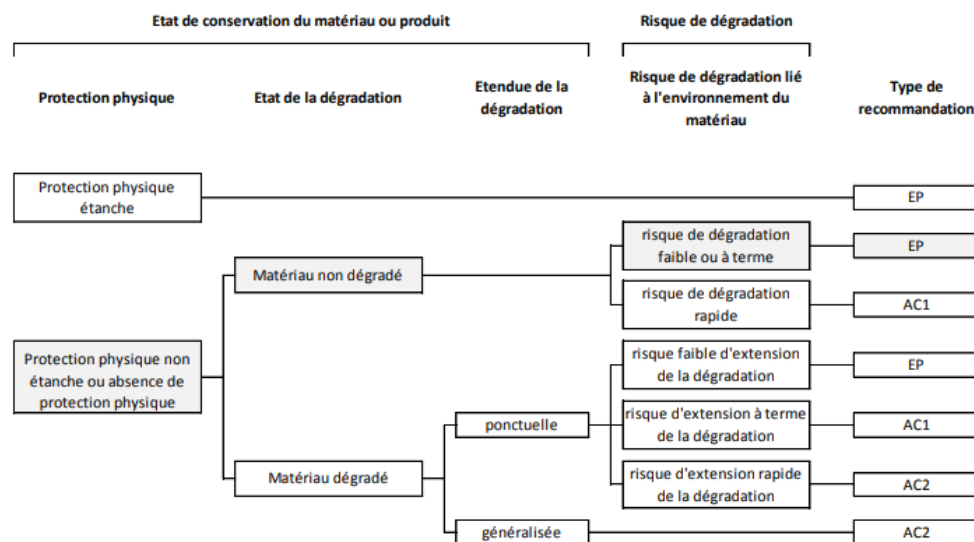
Grille d'évaluation réglementaire

Liste B

Détail et localisation du matériau contenant de l'amiante

Code MCA	1
Description du matériau	PLAQUES ONDULEES
Niveau	EXT
Local	TOITURE

Evaluation réglementaire du matériau



Référence DTA	Désignation du local	Numéro	Etage
UT 000608A-131	Toiture	01	Extérieur
Description	Plaques ondulées		

Caractérisation de l'environnement du local ou de la zone homogène


Ce tableau est à compléter pour un local ou une zone homogène dans lequel des matériaux ou produits contenant de l'amiante ont été repérés.

Fréquentation du local ou de la zone homogène	
Nulle	X
Occasionnelle	
Quotidienne	
Facteurs d'agressions physiques intrinsèques au local ou de la zone homogène: humidité ou notion de dégât des eaux récent, circulation d'air, vibrations...	
Absence de facteurs d'agressions physiques	X
Présence de facteurs d'agressions à impact probable Préciser: FACTEURS PHYSIQUES ET NATURELS	
Présence de facteurs d'agressions à impact avéré Préciser: FACTEURS PHYSIQUES ET NATURELS	
Usage du local ou de la zone homogène	
Bureau	
Industriel, technique	X
Logement	
Réfectoire, Vestiaire, Salle de repos	
Grande halle voyageurs, quai couvert ou autre équipement en gare accueillant du public	
Remarque	

Caractérisation du matériau N°:

1

Les renseignements concernant chaque matériau ou produit contenant de l'amiante repéré sont indiqués dans le tableau suivant. **Le numéro du matériau se réfère à celui du DTA.**

Surface ou linéaire du matériau contenant de l'amiante		71 m²
Nature de la dégradation : définir l'usure ou l'altération du matériau et l'étendue de la dégradation le cas échéant		
Aucune dégradation ou recouvert	X	Erosion (passages répétés...), usure
Fissure, fracture, éclats ou chocs		Décollement, arrachage ou déchirure
Destruction suite sinistre (incendie, explosion,...)		
Sollicitation des matériaux et produits liée à l'usage des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible forte ou quotidienne/faible forte		
Exceptionnelle / Faible	X	Quotidienne / Faible
Exceptionnelle / Forte		Quotidienne / Forte
Remarque		Photographies (indiquer une légende descriptive)
		
MCA 01		

ANNEXE 2

PROCES VERBAL D'ANALYSE

ANNEXE 3



**ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE
DIAGNOSTIQUEURS IMMOBILIERS**

ATTESTATION D'ASSURANCE

La Compagnie d'Assurance, **GAN ASSURANCES**, dont le Siège Social est situé au 8-10, RUE D'ASTORG - 75383 PARIS CEDEX 08, atteste que :

Nom ou raison sociale : URBAN DIAGNOSTIC IMMOBILIER
Adresse ou Siège Social : 14 RUE BICHAT
75010 PARIS 10

est titulaire d'un contrat d'assurance n°201.208.260 / 26418521 0001, à effet du 01/01/2020, par l'intermédiaire de
AGENCE RENNES SAINT SAUVEUR - code A03508 - n° ORIAS 07015565, garantissant la Responsabilité Civile
Professionnelle dans le cadre de ses activités de Diagnostiqueurs immobiliers mentionnées à « OUI » ci-après :

Nature des prestations	Usage des locaux	
	Habitation	Professionnel
Diagnostic amiante (DTA hors recherche et diagnostic amiante dans les zones, activités d'extraduction, d'exploitation et d'enlèvement d'amiante) Dont parties privatives (DAPR)	OUI	OUI
Pré diagnostic amiante	OUI	OUI
Etat de l'installation inférieure de gaz	OUI	OUI
Etat de l'installation inférieure d'électricité	OUI	OUI
SPH (Diagnostic de performance énergétique)	OUI	OUI
ERNY (Etat des Risques Naturels et Technologiques)	OUI	OUI
CREP (Constat de risques d'exposition au plomb)	OUI	OUI
Diagnostic d'assainissement	NON	NON
Etat relatif à la présence de termites	OUI	OUI
Etat relatif à la présence de mûres	NON	NON
Diagnostic de repérage du radon	OUI	OUI
Etat parasitaire (autres que termites et mûres)	OUI	OUI
Diagnostic légionellose	NON	NON
Diagnostic lié à l'accessibilité pour les personnes handicapées	OUI	OUI
Etat des lieux (Loi SRU)	OUI	OUI
Diagnostic d'urgence ou certificat d'habitabilité (SRU)	NON	NON
Diagnostic d'insalubrité en copropriété (Loi SRU)	NON	NON
Détermination des millénies de copropriété	NON	NON
Métrage des billements (CAIRUZ)	OUI	OUI
Métrage de la surface habitable (Roum)	OUI	OUI
Diagnostic acoustique (à l'exclusion de tout Contrôle Technique)	NON	NON
Diagnostic de sécurité des piscines enterrées non closes privatives à usage individuel ou collectif	NON	NON
Contrôles techniques assésistés à investissements dans l'immobilier localif	NON	NON

Données personnelles
 Compagnie Française d'Assurances et de Réassurance – Société anonyme au capital de 103 167 494 € (entièrement versé) – 913 Paris 942 001 001 – APE : 6512Z
 Siège social : 9, rue de Valenciennes – 75001 Paris – Tel : 01 41 04 20 00 – www.cfa.fr
 L'entreprise agit en la forme des assurances et réassurances de la Compagnie Française et de Réassurance (CFAR), à Paris, au sein d'un Groupe Financier
 Direction Régionale Centre – Rue d'Assurance – 1 place Saint-Fiacre 10070 Senlis – 03 02 60 00 00



La certification de compétence de personnes physiques
est attribuée par ABCIDIA CERTIFICATION à

BOUDJEMA Ahmed
sous le numéro 21-1533

Cette certification concerne les spécialités de diagnostics immobiliers suivantes :

<input checked="" type="checkbox"/>	Amiante sans mention Arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.	Prise d'effet : 01/02/2022	Validité : 31/01/2029
<input checked="" type="checkbox"/>	Amiante avec mention Arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.	Prise d'effet : 01/02/2022	Validité : 31/01/2029
<input checked="" type="checkbox"/>	DPE individuel Arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.	Prise d'effet : 15/12/2021	Validité : 14/12/2028
<input checked="" type="checkbox"/>	DPE Tous types de bâtiments Arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.	Prise d'effet : 11/02/2022	Validité : 14/12/2028
<input checked="" type="checkbox"/>	Gaz Arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.	Prise d'effet : 08/04/2022	Validité : 07/04/2029
<input checked="" type="checkbox"/>	CREP Arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.	Prise d'effet : 22/12/2021	Validité : 16/11/2027
<input checked="" type="checkbox"/>	Termites Métropole Zone d'intervention : France métropolitaine Arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.	Prise d'effet : 23/12/2021	Validité : 22/12/2028
<input checked="" type="checkbox"/>	Électricité Arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.	Prise d'effet : 01/02/2022	Validité : 31/01/2029

21-1533 - v14 - 08/04/2022



Véronique DELMAY
Gestionnaire des certifiés

Le maintien des dates de validité mentionnées ci-dessus est conditionné à la bonne exécution des opérations de surveillance.
Certification délivrée selon le dispositif particulier de certification de diagnostic immobilier PRO 06

ABODIA CERTIFICATION - Domaine de Saint-Paul - Bat. A6 - 4e étage - BAL N° 60011
102, route de Limours - 78470 Saint-Rémy-la-Chèvre - 01 30 85 25 71
www.abodia-certification.fr - contact@abodia-certification.fr



ancien		
Diagnostic liés à investissements dans l'immobilier locatif neuf	NON	NON
Contrôles techniques assujettis à obtention de prêts bancaires réglementés	NON	NON
Missions d'expertises confiées à titre amiable ou judiciaire	NON	NON
Diagnostic acoustique	NON	NON
Diagnostic monoxyle de carbone (hors diagnostic gaz dilatoire)	NON	NON
DTG (Diagnostic technique global)	OUI	OUI
Accessoire à un diagnostic assuré		
Diagnostic air	NON	NON
Thermographie (outil de mesure)	NON	NON
Infiltrométrie (outil de mesure)	NON	NON
Pour soufflerie (Test)	NON	NON
Relevé dimensionnel et élaboration de plan en 3D	NON	NON
Etat des lieux locatifs (amiable) mandaté par le propriétaire	OUI	OUI
Diagnostic humidité (en accessoire à un DPE ou un état de santé)	NON	NON
Diagnostic d'échelle eau		

Ce contrat est conforme aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur en France notamment :

- à l'Ordonnance n°2005-655 du 8 juin 2005 modifiée,
- et aux dispositions du Décret n°2006-114 du 5 septembre 2006.

Il est entendu que la garantie n'est effective que pour les personnes physiques certifiées ou morales employant des personnes physiques certifiées ou constituées de personnes physiques certifiées.

La présente attestation est valable du 01/01/2023 au 31/12/2023 inclus sous réserve que la garantie soit en vigueur.

La présente attestation ne constitue qu'une présomption de garantie.
Elle ne peut engager l'assureur au-delà des conditions et limites prévues par les dispositions du contrat.

La présente attestation a été établie pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à RENNES CEDEX, le 16/12/2022
Pour Gan Assurances, l'Agent général

Données de base
 Département : Alpes-Maritimes - Ville : Nizza - Code postal : 06100 - Téléphone : 04 93 87 10 00 - Fax : 04 93 87 10 01 - E-mail : info@nizza.fr
 Site web : www.nizza.fr

Informations complémentaires
 Adresse postale : 10 rue de la République - 06100 Nizza - France - Téléphone : 04 93 87 10 00 - Fax : 04 93 87 10 01 - E-mail : info@nizza.fr

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné Boudjema Ahmed, exerçant la profession de technicien de la construction, atteste sur l'honneur que :

- la présente prestation est réalisée en totale indépendance et impartialité.

- je dispose des compétences requises pour effectuer les diagnostics convenus, ainsi que le l'organisation et des moyens appropriés requis par les textes légaux et réglementaires.

J'ai souscrit une assurance couvrant les éventuelles conséquences qui pourraient résulter de mon intervention

Fait à PARIS, le même jour que ce diagnostic

Signature de la personne éditant le rapport

36, RUE DE PICPUS
75012 PARIS
Tel : 06.01.33.95.44 Mail: urbandia@yahoo.fr

URBAN DIAGNOSTIC IMMOBILIER
36 rue de Valenciennes 75012-PARIS
Tél. 01 42 55 25 95 44
SMS : 757 156 432 00020



Constatimmo
97, cours Gambetta
69481 LYON
jproye@constatimmo.com
04 72 84 10 10

Rapport n°G1-008545 du 01/08/2016

Mission de repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante

(Rapport établi suivant les modalités des arrêtés du 12 décembre 2012 relatifs aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits des listes A et B)

SITE	VAIRES TORCY GARE 77360 Vaires-sur-Marne (IDF) N° RFF : 539 N° UT SNCF : 000608A
BAT.	- N° RFF : 1285 N° SNCF : 131

Suite à la mission de repérage, nous pouvons conclure aux résultats suivants :

Liste A		Liste B et autres matériaux		Nombre de zones ou de locaux non visités
Note 1	0	Evaluation périodique	1	0
Note 2	0	Action corrective de niveau 1	0	Nombre de matériaux n'ayant pas pu faire l'objet de prélèvement
Note 3	0	Action corrective de niveau 2	0	0

Nota : les décomptes correspondent au nombre de zones présentant des matériaux contenant de l'amiante.

Opérateur : Ahmed BOUDJEMA
Visa :

Cachet de la Société :

CONSTATIMMO
SAS au Capital de 50.000 Euros
RCS Lyon 432 439 321
97 Cours Gambetta
69481 LYON Cedex 03
Tél. 04 72 84 10 10 - Fax 04 37 48 07 75

Sommaire

1. Bien concerné	3
2. Identification des différents intervenants	3
3. Objet de la mission.....	4
4. Documents antérieurs transmis pour la réalisation de la mission	5
5. Synthèse des précédents repérages	5
6. Déroulement de la mission	5
7. Liste des prélèvements réalisés et des résultats d'analyses du laboratoire	6
8. Liste des matériaux et produits contenant de l'amiante	6
9. Mesures d'empoussièrement	6
10. Conclusions	6

Documents joints en annexe

- Texte informatif sur les dangers de l'amiante
- Grille(s) d'évaluation
- Plan(s) et/ou croquis
- Planche photos
- Attestations de compétences et d'assurance

1. Bien concerné

Site concerné :

Nom du site : VAIRES TORCY GARE
Adresse du site : BAT DE SERVICE - BAT N° 131 - AGENCE IMMOBILIERE 77360 Vaires-sur-Marne
Numéro de région : 77479
Numéro RFF du site : 539
Numéro UT du site : 000608A

Bâtiment concerné :

Nom du bâtiment : -
Fonction du bâtiment : BAT DE SERVICE
Numéro RFF du bâtiment : 1285
Numéro SNCF du bâtiment : 131
Date du permis de construire : 01/01/1960

2. Identification des différents intervenants

Type	Société	Adresse	Coordonnées
Propriétaire	SNCF Réseau	Campus Rimbaud - 10 rue Camille MOKE - 93200 Saint-Denis	01 85 57 31 28
Commanditaire	Nexity Property Management	10, rue Marc BLOCH - TSA 50101 92 613 CLICHY Cedex - FRANCE	-
Diagnostiqueur	Constatimmo	97, cours Gambetta 69481 LYON	04 72 84 10 10 jproye@constatimmo.com

3. Objet de la mission

La présente mission consiste à établir le rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante en vue de constituer le Dossier Technique Amiante (Article R.1334-29-5).

Le repérage fait l'état de la présence ou de l'absence des matériaux et produits contenant de l'amiante, accessibles sans travaux destructifs.

La recherche de ces matériaux ou produits s'étend sur l'ensemble des listes A et B définies en annexe 13-9 du code de la santé publique, mises à jour par les arrêtés du 12 décembre 2012 (cf. ci-dessous).

Programme de repérage de la liste A de l'annexe 13-9 :

Composant à sonder ou à vérifier
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

Programme de repérage de la liste B de l'annexe 13-9 :

Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
Parois verticales intérieures	
Mur et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs).	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu.
Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres.	Enduits projetés, panneaux de cloisons.
Planchers et plafonds	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres. Planchers.	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés. Dalles de sol.
Conduits, canalisations et équipements intérieurs	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...).	Conduits, enveloppes de calorifuges.
Clapets / volets coupe-feu.	Clapets, volets, rebouchage.
Portes coupe-feu.	Joints (tresses, bandes).
Vide-ordures.	Conduits.
Eléments extérieurs	
Toitures.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux.
Bardages et façades légères.	Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment).
Conduits en toiture et façade.	Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

4. Documents antérieurs transmis pour la réalisation de la mission

Préalablement à l'opération de repérage, le document suivant nous a été remis :
DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE - BRED EXPERTISE (réf. 10 000608 A 131) du 26/06/2006

5. Synthèse des précédents repérages

Suite à l'analyse de l'ensemble des rapports et documents précédemment transmis, nous pouvons conclure aux éléments suivants :
il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante

Important : ces éléments ont été pris en compte et vérifiés sur site afin d'établir la situation amiante actualisée. Les matériaux et produits contenant de l'amiante identifiés dans les précédents repérages et non repris dans ce rapport de mission sont des matériaux et produits éliminés ou confinés.

6. Déroulement de la mission

Date de commande de la mission : 23/03/2015
Opérateur(s) de repérage : Ahmed BOUDJEMA
Date(s) de visite sur site : 27/07/2016
Accompagnateur(s) : NEANT

Liste des locaux visités :

Code local	Niveau	Zone concernée
LV01	RDC	LOCAL 01
LV02	RDC	LOCAL 02
LV03	RDC	LOCAL 03
LV04	R-1	LOCAL 01
LV05	EXT	TOITURE

Liste des locaux n'ayant pas fait l'objet du repérage :

Code LNV (*)	Niveau	Zone concernée	Motif de non visite
Néant			

(*) Locaux Non Visités

Précision(s) sur le déroulement de la mission :
50 m² - PRESTATION DU 16/04/2015 REFAITE LE 27/07/2016

7. Liste des prélèvements réalisés et des résultats d'analyses du laboratoire

Conformément aux dispositions de l'article R.1334-24 du code de la santé publique, en cas de doute quant à la présence d'amiante sur un matériau, il a été déterminé les matériaux et produits dont il convient de prélever et d'analyser un ou plusieurs échantillons. Les prélèvements sont effectués sur toute l'épaisseur du matériau et de manière à maintenir la traçabilité des échantillons prélevés.

Référence échantillon	Nature du matériau	Description du matériau	Localisation du prélèvement		Résultat d'analyse
			Niveau	Zone de prélèvement	
Néant					

8. Liste des matériaux et produits contenant de l'amiante

Matériaux et produits de la liste A :

Code MCA	Nature	Description	Zone homogène		Présence d’amiante déterminée par	Résultat d’évaluation ⁽¹⁾
			Niveau	Local		
Néant						

Matériaux et produits de la liste B ^(*):

Code MCA	Nature	Description	Zone homogène		Présence d'amiante déterminée par	Type de recommandation ⁽¹⁾
			Niveau	Local		
1	Eléments extérieurs	PLAQUES ONDULEES	EXT	TOITURE	Rapports antérieurs	EP

^(*) Cette liste comprend également les matériaux amiantifères ou susceptibles de l'être, autres que ceux des listes A et B qui auraient pu être repérés.

⁽¹⁾ EP : Evaluation Périodique ; AC1 : Action Corrective de premier niveau ; AC2 : Action Corrective de second niveau ; ME : Mesure d'empoussièrement ; TC : Travaux de retrait ou de confinement.

9. Mesures d'empoussièrement

Code MCA	Nature	Description	Zone homogène		Mesure d'empoussièrement
			Niveau	Local	
Néant					

10. Conclusions

Il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante, selon rapport antérieur.



Constatimmo
97, cours Gambetta
69481 LYON
jproye@constatimmo.com
04 72 84 10 10

Annexes au rapport n°G1-008545 du 01/08/2016

Mission de repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante

(Rapport établi suivant les modalités des arrêtés du 12 décembre 2012 relatifs aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits des listes A et B)

SITE	VAIRES TORCY GARE 77360 Vaires-sur-Marne (IDF) N° RFF : 539 N° UT SNCF : 000608A
BAT.	- N°RFF : 1285 N° SNCF : 131

Les documents suivants constituent les annexes du rapport principal :

- Texte informatif sur les dangers de l'amiante
- Grille(s) d'évaluation
- Plan(s) et/ou croquis
- Planche photos
- Attestations de compétences et d'assurance

Texte informatif sur les dangers de l'amiante et la gestion du risque associé

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes. Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.sinoe.org.

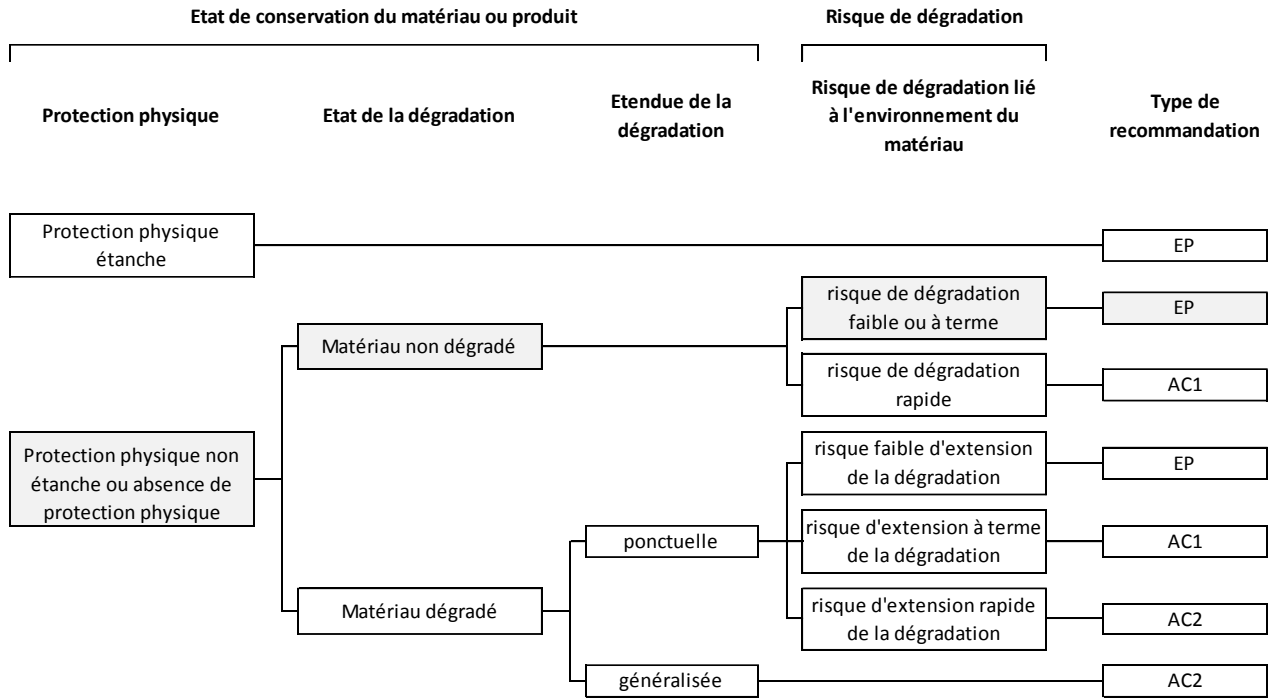
Grille d'évaluation réglementaire

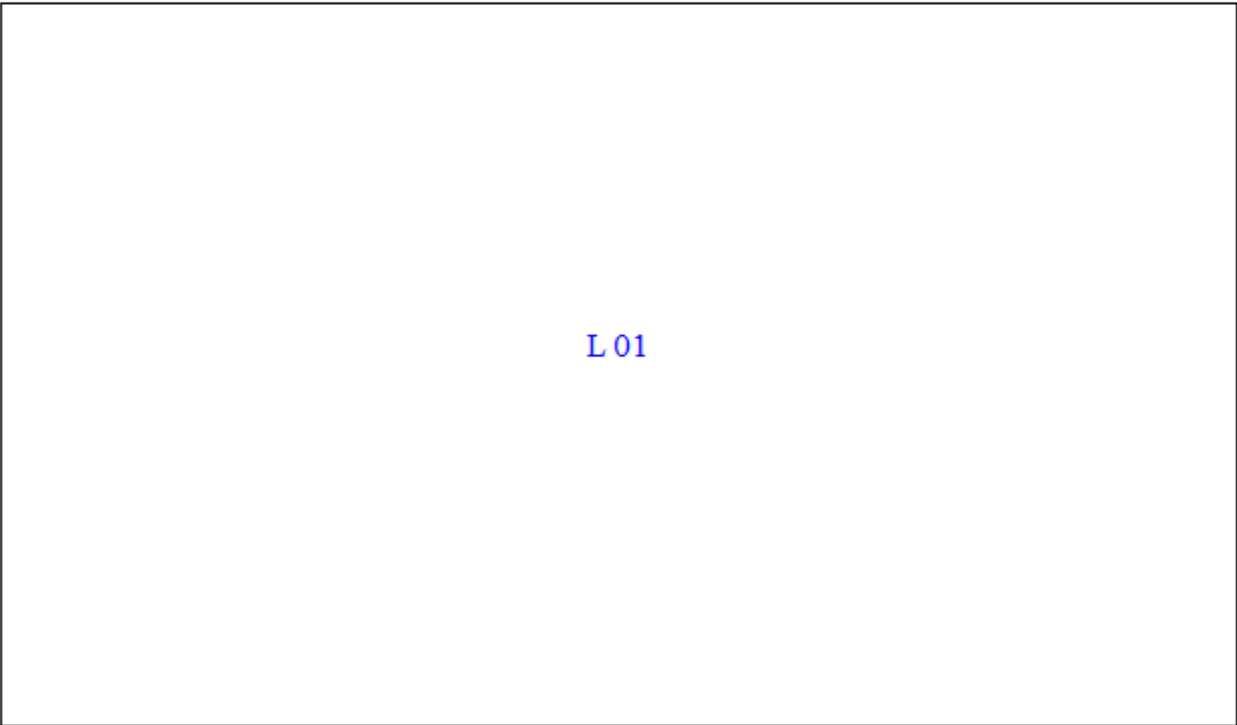
Liste B

Détail et localisation du matériau contenant de l'amiante

Code MCA	1
Description du matériau	PLAQUES ONDULEES
Niveau	EXT
Local	TOITURE

Evaluation réglementaire du matériau





L 01

Schéma de repérage amiante					
Annexe au rapport / dossier référencé		G1- 8545		Date	27/07/2016
Site	VAIRES TORCY		Désignation bât.	BAT DE SERVICE	
N°RFF	539 / _ _ _ .	N°UT SNCF	000608 A	N°Bât. N	131
Partie repérée	BATIMENT		Niveau	R-1	
Etabli par (Sté)	CONSTATIMMO		Opérateur	BOUDJEMA	

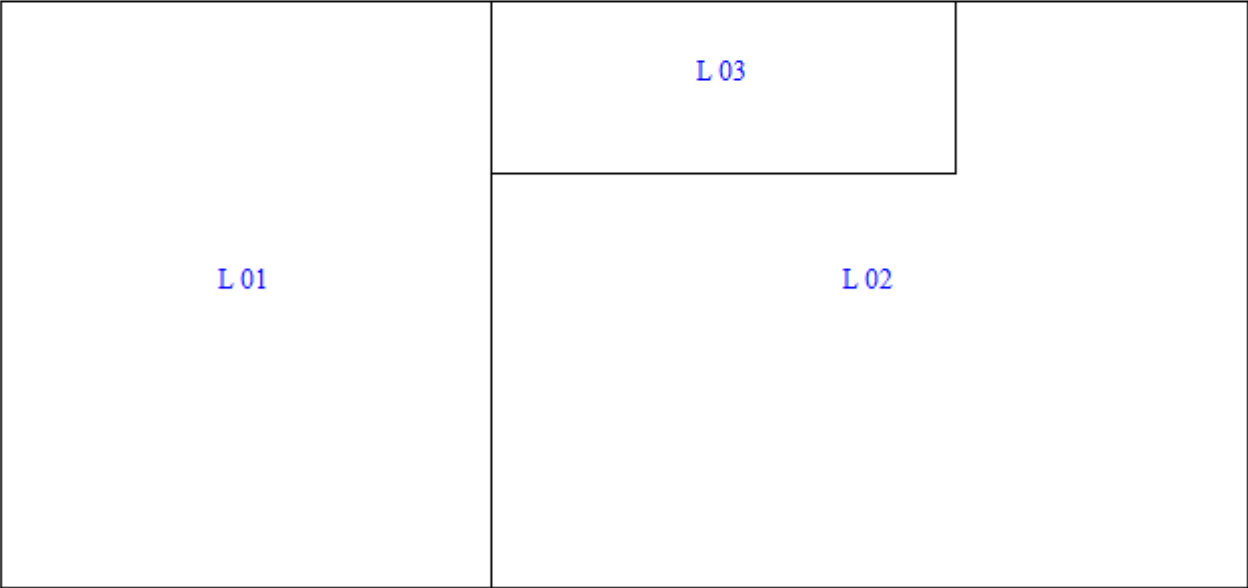


Schéma de repérage amiante					
Annexe au rapport / dossier référencé		G1- 18545		Date	27/07/2016
Site	VAIRES TORCY		Désignation bât.	BAT DE SERVICE	
N°RFF	539 / 1285	N°UT SNCF	000608 A	N°Bât. N	131
Partie repérée	BATIMENT		Niveau	RDC	
Etabli par (Sté)	CONSTATIMMO		Opérateur	BOUDJEMA	

Réf. localisation	EXT	TOITURE
Composant du bâtiment	ELEMENTS EXTERIEURS	
MPCA001	PLAQUES ONDULEES	
Surface ou linéaire	71 M²	
Prélèvement / Réf.	-	
Présence d'amiante	OUI	
Etat de conservation	non dégradé	

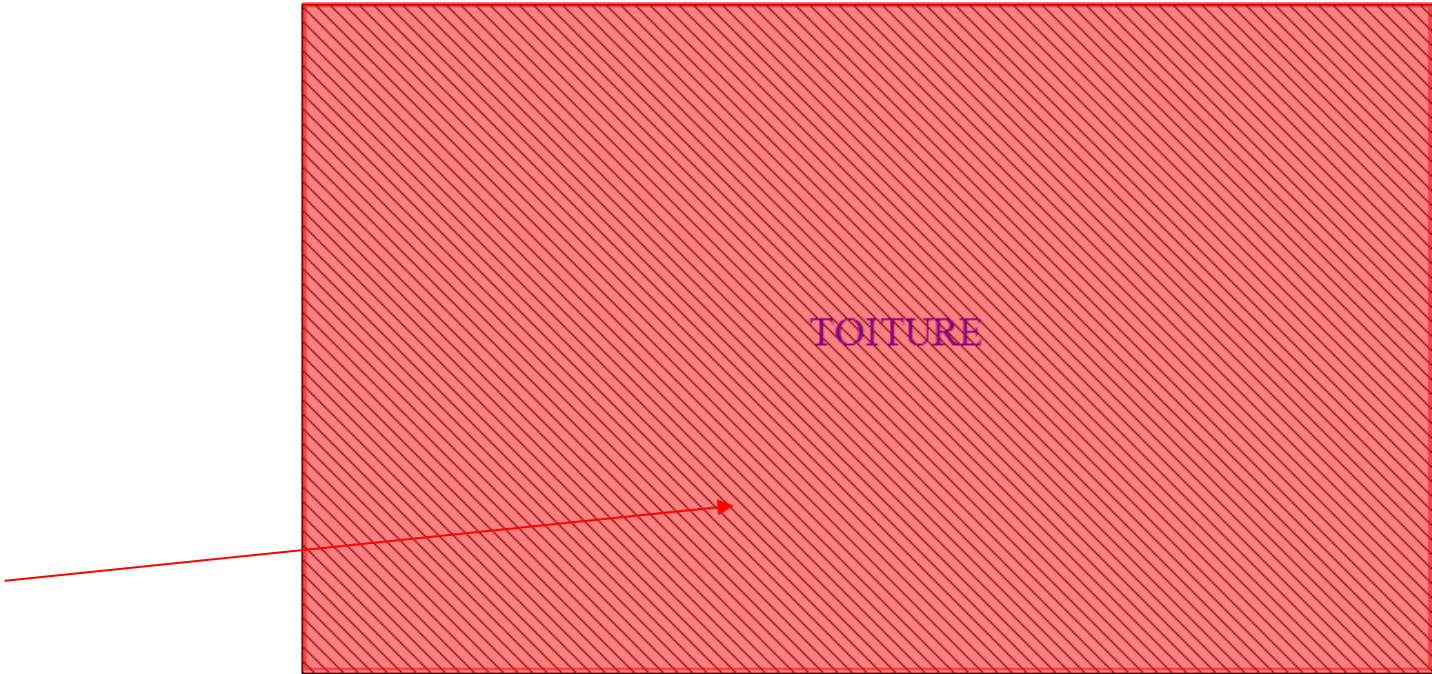


Schéma de repérage amiante					
Annexe au rapport / dossier référencé		G1- 8545		Date	27/07/2016
Site	VAIRES TORCY		Désignation bât.	BAT DE SERVICE	
N°RFF	539 / 1285	N°UT SNCF	000608 A	N°Bât. N	131
Partie repérée	BATIMENT		Niveau	EXT	
Etabli par (Sté)	CONSTATIMMO		Opérateur	BOUDJEMA	





Diagnostics Techniques Immobiliers

La certification de compétences de personnes physiques est attribuée par GINGER CATED à

Ahmed BOUDJEMA sous le numéro 766

Cette certification concerne les spécialités de diagnostics suivantes :

		Référence réglementaire	Début validité	Fin validité
<input checked="" type="checkbox"/>	Amiante	Arrêté du 21 novembre 2006	06/02/2012	05/02/2017
<input type="checkbox"/>	Amiante avec mention			
<input checked="" type="checkbox"/>	Plomb	Arrêté du 21 novembre 2006 modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011	09/01/2012	08/01/2017
<input type="checkbox"/>	Plomb Avec mention	Arrêté du 21 novembre 2006 modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011		
<input checked="" type="checkbox"/>	Termites Zone d'intervention : <input checked="" type="checkbox"/> France métropolitaine	Arrêté du 21 novembre 2006 modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011	09/01/2012	08/01/2017
<input checked="" type="checkbox"/>	DPE	Arrêté du 16 octobre 2006 modifié par l'arrêté du 13 décembre 2011	30/11/2011	29/11/2016
<input type="checkbox"/>	DPE Avec mention	Arrêté du 16 octobre 2006 modifié par l'arrêté du 13 décembre 2011		
<input checked="" type="checkbox"/>	GAZ	Arrêté du 6 avril 2007 modifié par l'arrêté du 15 décembre 2011	06/02/2012	05/02/2017
<input checked="" type="checkbox"/>	Electricité	Arrêté du 8 juillet 2008 modifié par l'arrêté du 15 décembre 2011	06/02/2012	05/02/2017

A Elancourt, le 10 février 2012

Le Directeur Ginger Cated
Jean-Louis PANETIER

E20 V7 du 07/02/2012

GINGER CATED

Responsabilité Civile

Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé 1 cours Michelet CS 30051 92076 Paris La Défense Cedex, atteste que :

**CONSTATIMMO
97 COURS GAMBETTA
69003 LYON**

Est titulaire d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit sous le numéro **43 795 122**, qui a pris effet le **1^{ER} juillet 2008**.

Ce contrat a pour objet de :

- satisfaire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 – 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271- 1 à R 212- 4 et L 271- 4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses textes subséquents ;
- garantir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui du fait des activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :

- **Etat des lieux,**
- **Mesurage de surfaces**
- **Mesure pour les millièmes,**

Activités sous traitées

- **Certificat pour prêt à taux zéro,**
- **Certificat de décence,**
- **Diagnostic amiante,**
- **Constat de risque d'exposition au plomb (CREP),**
- **Etat parasitaire,**
- **Etat relatif à la présence de termites dans les zones délimitées par un arrêté préfectoral,**
- **Etat des risques naturels, miniers et technologiques,**
- **Etat des installations intérieures de gaz,**
- **Etat de l'installation intérieure d'électricité**
- **Diagnostic de performance énergétique,**
- **Bilan thermique,**
- **Diagnostic « accessibilité handicapés » pour les ERP (Etablissements recevant du public),**
- **Sécurité piscine (selon la loi du 3 janvier 2003 n° 2003-9 et du Décret n° 2004-499).**

La présente attestation est valable, sous réserve du paiement des cotisations, du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017, à zéro heure.

Attestation Responsabilité Civile

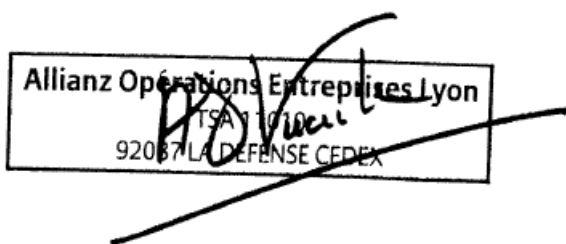
Responsabilité Civile

La présente attestation n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'assureur et ne peut engager celui-ci au delà des limites du contrat auquel elle se réfère. Les exceptions de garantie opposables au souscripteur le sont également aux bénéficiaires de l'indemnité (résiliation, nullité, règle proportionnelle, exclusions, déchéances...).

Toute adjonction autre que les cachet et signature du représentant de la Compagnie est réputée non écrite.

Etablie à LYON, le 30/06/2016

Pour Allianz,



Attestation Responsabilité Civile

EVALUATION DE L'ÉTAT DE CONSERVATION DES MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE LISTE B

Site	000608A	VAIRES TORCY GARE
Bien	B 131	LOCAL AGENCE IMMOBILIERE COTE MAISON
Coordonnées GPS	X =	Y =

Référence du DTA	Rédaction	Mise à jour
DTA_n°000608A_B_131_2023_2	Provexi 18/05/2015	Provexi 15/06/2023

Liste B			
	AC1	AC2	EP
Nombre de matériaux	0	0	1
	Non évalué		0

<div>PMCA</div> <div>1</div> <div>Eléments extérieurs - Plaques</div> <div>Plaques ondulées</div> <div>EP</div>	Caractérisation de l'environnement du local ou de la zone homogène		Précisions
	Désignation du local / étage	EXT / Toiture	
	Fréquentation du local ou de la zone homogène	Nulle	
	Facteur d'agressions physiques intrinsèques	Absence de facteurs d'agressions physiques	
	Usage du local ou de la zone homogène	Industriel, technique	
	Remarque		
	Caractérisation du matériau		
	Surface ou linéaire du matériau contenant de l'amiante	71 m²	
	Nature de la dégradation	Aucune dégradation ou recouvert	
	Sollicitation des matériaux et produits liée à l'usage des locaux	Exceptionnelle/Faible	
	Remarque		

